

Compte-rendu carte scolaire 2026 : suppressions de postes, de classes c'est la destruction de l'école publique et du droit à la mutation



La carte scolaire 2026 de notre département constitue une véritable saignée de postes, conséquence directe d'un budget qui sacrifie l'Éducation nationale. Sous couvert de baisse démographique, le gouvernement organise une réduction massive des moyens, sans tenir compte des *besoins réels des élèves et des personnels.

- 23 ETP supprimés
- Création de 12 Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS)
- Soit 35 postes à rendre au total

Sur le papier comme sur le terrain, le constat est alarmant, tant pour le fonctionnement des écoles que pour les collègues touchés par les fermetures.

- 49 fermetures de classes
→ 39 ETP supprimés
- Moins de prises en charge des élèves (RASED, EANA, médecine scolaire...),
Plus de postes à profil, plus d'écoles dites "inclusives" sans moyens ;

Tableau de l'intégralité des mesures de la carte scolaire

FO a défendu tous les dossiers qui lui avaient été confiés. **Un CSA d'ajustement aura lieu le 19 juin : d'autres ouvertures ou fermetures pourraient encore être proposées.**

Mesures revues en instances

- 4 fermetures transformées en demi-fermetures, avec présence du demi-poste le matin :
 - RPI Josbaig
 - RPI Escoubès-Sévignacq
 - École maternelle de Denguin
- Pour le RPI Saint-Jean-Pied-de-Port, la fermeture du poste en basque a été transformée en demi-fermeture

Pour justifier les fermetures, l'administration s'abrite derrière la baisse démographique.

Le département devrait perdre environ 1 000 élèves cette année, et la tendance est appelée à s'aggraver, et le nombre de postes repris serait inférieur à une application purement comptable. Pour FO, la baisse des effectifs doit permettre d'améliorer les conditions de travail et les conditions d'apprentissage, car les écoles font face à des difficultés structurelles majeures :

- **destruction des structures de protection de l'enfance (PMI, CMPP, ASE...)**
- **destruction des structures de prise en charge de la difficulté scolaire dans l'Éducation nationale (RASED, UPE2A, médecine scolaire)**
- **loi Montchamp de 2005 et déploiement de l'école inclusive au rabais qui engendre le scandale de l'école inclusive à tout prix aux conséquences sanitaires, sociales et sociétales extrêmement graves.**
- **Formation initiale au rabais qui impose à des écoles ordinaires d'être des lieux d'accueil de stagiaires mis en responsabilité « postes berceaux »** Pour certaines écoles le statut d'école berceau perdure depuis des années. La responsabilité d'une classe, en général et a fortiori lorsqu'on est stagiaire débutant, génère des difficultés qui sont totalement occultées par l'administration. Rien n'est prévu pour alléger les difficultés des stagiaires, des écoles qui accueillent, le volontariat n'est pas respecté, la présence d'un tuteur volontaire rémunéré et déchargé dans l'école n'est pas prévu. FO est intervenu pour alerter et demander que toutes les demandes écrites d'arrêt soient prises en compte, car elles sont révélatrices de grandes difficultés. L'administration a répondu qu'elle faisait le choix de fermer le poste stagiaire dans les écoles où il y a une fermeture, ce qui n'est pas le cas dans tous les départements. Pour les écoles qui demandent de ne plus accueillir, elle indique entendre sans que cela soit forcément pris en compte, cela va dépendre du nombre de stagiaires affectés dans le département. Ce nombre ne serait pas encore connu.

Des suppressions de classes qui touchent massivement les postes en français.

La situation est préoccupante pour le mouvement, car les fermetures concernent majoritairement des postes en français. Le plan social se poursuit et s'aggrave.

Secteur basque

- 27 fermetures de postes en français
- Pour seulement 4 mi-temps ouverts en français

Secteur béarnais

- 23 fermetures de postes en français
- Pour seulement 3 ouvertures en français, toutes situées à l'Est du département
- Pendant ce temps, la majorité des créations sont des postes à profil (12 PAS, 1 dispositif TPS profilé à Pau Bouillercé) ou en langue régionale.

Pour FO, s'il faut créer des postes pour améliorer les conditions d'enseignement là où le bilinguisme existe, il faut arrêter l'ouverture de pôles bilingues et immersifs, qui contribuent mécaniquement à fermer des postes en français, alors même qu'il manque des enseignants en langue régionale.

FO a également demandé que des demi-postes soient rattachés dans toutes les écoles concernées par un retrait de mi-temps, afin :

- d'augmenter les supports au mouvement,
- de garantir la stabilité des équipes et des écoles.

Des suppressions de l'aide directe à la difficulté scolaire

- Fermeture de postes EANA à Pau, à Anglet et à Oloron les élèves primo-arrivants font les frais de ces choix budgétaires alors que chacun devrait bénéficier, a minima, de 9 heures hebdomadaires d'enseignement du français
- Transformation des RASED en pôle ressource. FO conteste fermement la politique qui consiste à former et accompagner les personnels plutôt que de prendre en charge les élèves à hauteur de leurs besoins.

Remplacement : une situation fragile

- Retrait de 2 postes de remplaçants créés en septembre dernier
- Le DASEN partage l'avis des OS, il indique souhaiter les recréer à la rentrée de septembre, voire en augmenter le nombre. Pourtant un problème important subsiste : ces postes s'ils sont ouverts, ne paraîtront pas au mouvement, impossible donc d'y postuler, ce qui fragilise encore davantage les affectations.

Isolement et accroissement des inégalités territoriales d'accès aux sciences et à la culture

Suppression de 5 postes de conseillers pédagogiques et de personnels ressources dans les circonscriptions.

- Un poste d'enseignant référent aux usages numériques est retiré, en totale contradiction avec la réalité du terrain, alors que le numérique, l'intelligence artificielle, la dématérialisation envahissent le quotidien des écoles et que les cyberattaques se multiplient.
- Après les sciences en 2025 — avec la suppression du CREST Ouest, de l'antenne Canopé et la réduction d'un demi-poste à l'Est — ce sont, cette année, les enseignements artistiques qui sont impactés. Un poste entier de conseiller pédagogique en arts disparaît sur le secteur Est.

Supprimer des postes de conseillers tout en affichant des ambitions élevées (cf. le projet académique *Terres d'Ambitions 2026-2030*) transfère la pression sur les écoles et accentue les inégalités territoriales, en pénalisant particulièrement celles qui ne bénéficient pas de l'appui ou des moyens des collectivités locales.

Des suppressions de décharge de direction

Le DASEN reconnaît les difficultés majeures rencontrées par les directions d'école du fait des suppressions de décharges et indique vouloir rechercher des moyens pour en limiter l'impact. Toutefois, la carte scolaire 2026 aggrave encore la situation : la réduction globale des moyens isole progressivement les écoles, accroît la pression

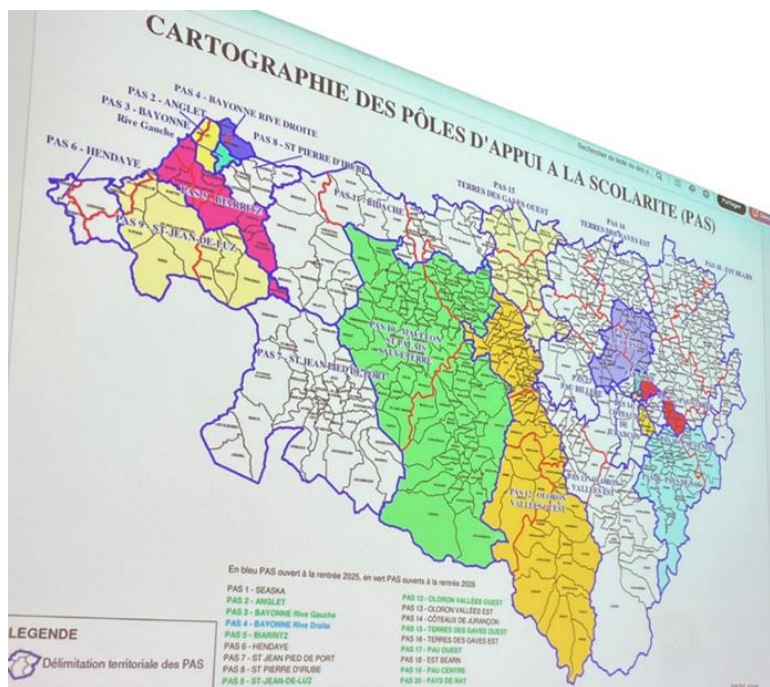
sur les directeurs et se traduit concrètement par une baisse de décharge pour 18 directeurs et la suppression totale de la décharge pour 8 d'entre eux, rendant cette carte scolaire ni acceptable ni tenable.

Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) : FO exige l'abandon

- 12 fermetures seraient évitées sans les PAS
- FO exige :
 - l'abandon des PAS
 - pas de pôles ressources
 - le maintien et le renforcement des RASED, intervenant directement auprès des élèves

Un dispositif injuste et inefficace

- Les PAS sont entièrement financés par le 1er degré public
- Ils interviennent pourtant aussi :
 - dans le second degré
 - dans le privé
- Le DASEN indique avoir demandé une participation du privé (objectif : 1/4 des interventions, soit 6 PAS à terme), attendue pour 2027 seulement



PAS ouvert à la rentrée 2025	PAS ouvrant à la rentrée 2026	PAS prévus pour la rentrée 2027
PAS 4-BAYONNE Rive Droite	PAS 2-ANGLET PAS 3-BAYONNE Rive Gauche PAS 5-BIARRITZ PAS 9-ST-JEAN-DE-LUZ PAS 10-MAULEON/ST PALAIS/SAUVETERRE PAS 12-OLORON VALLÉES QUEST PAS 15-TERRES DES GAVES QUEST PAS 17-PAU OUEST PAS 19-PAU CENTRE PAS 20-PAYS DE NAY PAS 21 PAU NORD PAS 22-PAU ALBRET	PAS 1 - SEASKA PAS 6-HENDAYE PAS 7-ST JEAN PIED DE PORT PAS 8 - ST PIERRE D'IRUBE PAS 11-BIDACHE PAS 13-OLORON VALLÉES EST PAS 14-COTEAUX DE JURANÇON PAS 16-TERRES DES GAVES EST PAS 18-EST BEARN PAS 23-PAU BILLERE

Objectif affiché : 23 PAS ouverts d'ici 2027

Des PAS coûteux qui ne répondent pas aux besoins : 1 PE (65 000€ en moyenne finance par le retrait de postes sur le 1^{er} degré) + 1 éducateur spécialisé financé par l'ARS (90 000 € en moyenne), alors que les besoins portent sur :

- davantage d'AESH,
- des emplois à temps plein,
- une formation initiale et continue reconnue et rémunérée.

Carte scolaire/Mouvement/métier une attaque frontale après le 10 et le 31 mars, après le 1^{er} avril Tous ensemble dans la rue le 1^{er} mai pour défendre le droits des personnels, pour défendre le droit des élèves Pour FO, se battre contre la carte scolaire c'est défendre les droits de l'ensemble des métiers de l'éducation nationale parmi eux la mutation et le libre choix d'un poste adapté à sa situation personnelle

Rien n'est joué : Défendre le mouvement, les conditions de travail, c'est défendre l'École publique.